



Retour de flamme

L'architecte du CCI est venu visiter et a demandé ce que les agents pensent de son bâtiment.

L'occasion de le remercier pour les distances à parcourir qui aident à lutter contre la sédentarité, et pour les tisaneries sous-dimensionnées qui permettent aux agents trop serrés de se tenir chaud.

Enfumage

Professeur Jean-Yves GAUVRIT : « L'architecture et l'organisation des espaces (du CCI) sont pensées pour favoriser la solidarité et une meilleure gestion du stress. Dans les bons moments comme dans les moments plus difficiles, il s'agit de ne pas se sentir seuls ».

Puisqu'on vous dit que ça aurait pu être pire...

Désenfumage

Un essai de désenfumage a été réalisé au 4ème. La trappe n'a pas fonctionné et a emporté le mur. Désolé, mais on va continuer à se faire enfumer.

Ça coule de source

Toujours pas de fontaine à eau pour les soignants du CCI, contrairement au bâtiment de la Direction. Les besoins physiologiques des agents sont pourtant comparables, nous sommes tous des humains. Au moins nous avons la preuve qu'il est possible de les prévoir dans un bâtiment neuf.

Victimes de la mode

Pendant que le personnel soignant pleure au travail et s'épuise à maintenir une qualité de soins auprès des patients, dans un contexte de sous-effectifs récurrents, les cadres se sont retrouvés pour une journée de « formation » au Roazhon Park, avec ateliers yoga des yeux, réveil sportif, ateliers réflexion et créativité. C'est la mode de la « culture managériale ». Les mots clés sont le changement, les projets, la reconnaissance. Les buts sont pourtant toujours les mêmes : prévalence des objectifs financiers, produire l'adhésion au changement. Faire plus avec moins, mais positiver...

Forum en perdition

Le réfectoire du CCI est étrange. On y trouve des tables, des chaises, mais pas de verres, pas de couverts, pas de sel... Même trouver une éponge est compliqué. Nous devons faire passer un message important : non, nous ne mangeons pas avec les doigts !

Reports de BH

Certains cadres ont l'étrange idée de vouloir reporter sur 2026 les BH négatives ou de nous forcer à prendre des comptes épargne temps quand nous sommes trop en positif. Les agents qui respectent leurs plannings ne doivent pas payer les désorganisations internes. La loi et la jurisprudence sont claires. Personne ne doit être contraint à récupérer ses heures ou voir sa rémunération réduite (TA Lyon 2024).

LE 2 DÉCEMBRE, TOUTES ET TOUS MOBILISÉ(E)S
CONTRE L'AUSTÉRITÉ ET POUR NOS SALAIRES

Sans la mobilisation, le budget actuellement débattu à l'assemblée aura des conséquences catastrophiques pour le monde du travail : la suppression de 3000 postes dans la fonction publique, le gel des salaires des fonctionnaires (qui a baissé de 23% en 20 ans), l'augmentation des franchises médicales, des frais de complémentaires santé, la baisse du budget des hôpitaux et des EHPAD. Pourtant, aucune mesure de justice fiscale n'est actuellement adoptée.

Partout, mettons en débat la construction de la mobilisation, par la manifestation, par la grève, pour faire reculer le gouvernement et gagner enfin la justice sociale, fiscale et environnementale.

L'arnaque du déficit de la Sécu

La période est à la dramatisation

Partout, le gouvernement claironne que le déficit de la Sécurité sociale serait abyssal. Ce catastrophisme est sensé justifier un tour de vis sans précédent sur les dépenses sociales. Regardons la réalité : ce qu'on a l'habitude d'appeler le « trou de la Sécu » s'élève à 21,9 milliards d'euros pour 644 milliards de recettes (soit 3,4%). Au regard de l'ensemble des dépenses publiques cela ne représente que 0,75%. Un « trou » bien moins abyssal qu'il n'y paraît donc.

Si on s'intéresse au financement même de la Sécurité Sociale, le tour de passe-passe budgétaire prend une dimension encore plus scandaleuse. On entend souvent que notre modèle social serait un « mauvais deal » : trop de cotisations pour trop peu de bénéfice.

En réalité, les cotisations sociales sont **un salaire différé collectif** : on met de côté pendant sa vie active pour financer nos besoins futurs ou nos besoins de santé immédiats. On ne « paie pas pour les autres » : chacun cotise aujourd'hui et profite du système, de sa jeunesse jusqu'à son grand âge. Sur toute une vie, ce mécanisme est **juste et équilibré**.

Ce système est financé par des cotisations, d'une part payées par les salariés, d'autre part par les employeurs. Seulement voilà : depuis les années 90, les cotisations des employeurs ont été drastiquement réduites. **Le vrai problème de la Sécu ce ne sont pas les dépenses qui augmentent, mais les recettes qui diminuent.**

La part des cotisations des employeurs est ainsi passée de 59% à 38%. Pendant ce temps, pour compenser (partiellement) ces pertes colossales, l'état a créé de nouveau impôts que nous payons tous : la CSG, un part de la TVA pour ne citer que les principaux.

Ces allègements de cotisations sociales représentent aujourd'hui plus de 78 Mds € par an. Trois fois et demi le montant du déficit.

Pendant ce temps, depuis 2017, les 500 plus grandes fortunes de France ont doublé leur capital, passant de 571 à 1128 Mds €. L'argent ne semble pas perdu pour tout le monde.

Des lits fermés, des patients renvoyés, des soignants à bout

Le prétexte des déficits publics va donc une nouvelle fois être utilisé pour imposer à la Sécurité Sociale, et donc à l'hôpital, une véritable cure d'austérité. Nous en connaissons tous les conséquences, nous les vivons au quotidiens. Mais le budget 2026 signe une attaque sans précédent du système de santé.

Chaque année, des milliers de lits d'hospitalisation disparaissent. Depuis dix ans, plus de **43 000 lits ont été supprimés** en France.

Les soignants tirent la sonnette d'alarme : ils veulent soigner, pas trier ! Le manque de moyens, les salaires gelés et la surcharge de travail entraînent un épuisement du personnel hospitalier. Chaque fermeture de lit, chaque poste non remplacé aggrave la spirale du découragement.

ENSEMBLE POUR UN VÉRITABLE SERVICE PUBLIC HOSPITALIER

Nous exigeons :

- La réouverture immédiate des lits fermés et la création de postes pérennes.**
- Un plan massif de recrutement et de formation des soignants.**
- La revalorisation salariale à la hauteur des compétences.**
- Un financement à la hauteur des besoins réels de la population.**

PARCE QUE LA SANTÉ N'EST PAS UNE VARIABLE D'AJUSTEMENT BUDGÉTAIRE, MOBILISONS-NOUS POUR SAUVER L'HÔPITAL PUBLIC !

**TOUS EN GRÈVE ET EN MANIFESTATIONS
LE 2 DÉCEMBRE**